

## DECLARATION DE BENOIT MONIER

---

Le 30 mars les Assises Nationales des comités UNEF pour son renouveau regroupaient plus de 1.500 délégués venus de toutes les villes et de toutes les facultés. Elles ont fait le bilan de l'action entreprise, tiré les enseignements de la bataille des élections universitaires et permis un riche échange d'expériences. Nous analysions alors le succès de ces assises comme une nouvelle preuve de la volonté de lutte des étudiants pour la défense de leurs revendications, et une université démocratique et leur volonté pour cela de reconstruire l'UNEF leur syndicat.

Le 31 mars une réunion annoncée à grand fracas par le Bureau National de l'UNEF contrastait singulièrement avec la première. Convoquée pour définir l'action au 3<sup>o</sup> trimestre et envisager les sanctions à prendre contre nous, elle se montrait incapable de réaliser le premier objectif.

D'autre part, devant la volonté toujours plus importante d'un nombre sans cesse grandissant d'étudiants pour un véritable syndicat, le Bureau National/actuel ne pouvait manifestement prendre aucune décision d'exclusion concernant les militants UNEF renouveau.

En effet, nous venions au cours des Assises de confirmer notre volonté de prendre à nouveau toutes nos responsabilités de militants syndicaux de l'UNEF et de décider de continuer l'action car le succès des luttes passe par le renforcement et le développement d'un véritable syndicat étudiant.

Face à la politique universitaire du pouvoir et après les luttes de mai-juin, les élections universitaires, la journée nationale du 11 mars, les étudiants prennent conscience chaque jour plus nombreux de la nocivité de cette politique contraire à leurs intérêts et de la nécessité de mener de grandes luttes revendicatives.

Le pouvoir tente de reprendre ce qu'il a dû concéder. Il refuse à l'université les moyens nécessaires à son fonctionnement. Il maintient la ségrégation sociale et les conditions de vie et d'études précaires. L'inquiétude et le mécontentement grandissent à l'approche de la période des examens.

Quiconque circule actuellement dans une faculté peut vérifier la justesse du mot d'ordre de nos assises " Les étudiants veulent travailler, qu'on leur en donne les moyens ".

Tous nos comités continueront les luttes sur la base de notre plate-forme revendicative, par l'organisation des luttes de masse sous toutes les formes, dans les amphis, les facultés, les instituts, en s'appuyant et en soutenant le combat de nos délégués dans les conseils d'UER.

Nous continuerons, jusqu'à leur succès, les luttes déjà commencées : actions sur les transports à Amiens, Toulouse, sur les logements à Avignon, sur les implantations universitaires dans la région parisienne, sur la publicité des débats, le paiement des bourses, etc...

Cependant la lutte de nos comités au cours de ce troisième trimestre sera plus particulièrement axée sur trois thèmes : les examens, les oeuvres universitaires, la sécurité sociale étudiante.

### Les examens

Nous réaffirmons notre attachement à de nouvelles modalités de jugement des connaissances, nous continuons à revendiquer les conditions d'un véritable contrôle continu. Malheureusement, nous devons constater que nulle part les conditions requises ne sont réunies. Aucun contrôle réel n'est possible quand il y a 40 étudiants ou plus par T.D. ou T.P.

40% des étudiants, ceux qui sont salariés ne bénéficient pas de ce contrôle. En effet parmi eux 90% échouent à leurs examens. Dans beaucoup d'endroits, ils subissent même un préjudice supplémentaire. Beaucoup d'examens sont en fait des concours déguisés, ainsi un contrôle continu considéré comme une session à part entière renforcerait la sélection de ceux qui ne peuvent avoir une scolarité régulière.

Nous refusons que les étudiants et tout particulièrement les étudiants déjà défavorisés parce qu'ils ne peuvent avoir une scolarité normale fassent les frais d' " expériences ". Nous sommes prêts à participer et souvent à être à l'initiative de telles expériences, mais avec le souci constant de ne rien faire qui soit contraire aux intérêts des étudiants et d'aller toujours dans le sens d'une plus grande démocratisation.

C'est pourquoi dans l'immédiat nous exigeons partout pour cette année le maintien des deux sessions pour tous avec prise en considération des éléments de contrôle continu de l'année.

Pour l'an prochain toute solution doit tenir compte de toute les préoccupations précédentes. Mais nous tenons à dire que le problème de l'examen ne peut être posé seul. L'examen est loin d'être le critère principal de la sélection. C'est pourquoi nous ne séparerons pas nos revendications sur les examens, de nos revendications concernant les moyens et en particulier l'allocation d'étude, les créations de postes, nouvelles facultés, cités universitaires etc...

### Les oeuvres et la sécurité sociale

Une grave menace pèse sur les oeuvres universitaires.

Le gouvernement réunit en ce moment même une commission dite de la vie de l'étudiant, sous la présidence du Recteur Mallet. Le but avoué de l'entreprise est le démantèlement des oeuvres universitaires et la remise en cause de la gestion étudiante de la M.N.E.F.

Ainsi sous couvert de modernisation et de régionalisation des bourses, la FNAGE et le pouvoir présentent un vieux projet qui consistait à une prestation en trois parts : Etat, compagnies d'assurances, investissements privés, les étudiants et l'université tomberaient ainsi sous la coupe directe du patronat.

Nous ne sommes pas les défenseurs du système actuel des bourses dont nous soulignons l'insuffisance, mais nous ne voulons pas d'un système plus réactionnaire encore.

nous  
Nous/battons pour une allocation d'étude sur critères sociaux dans le premier cycle, sociaux universitaires dans le second cycle et universitaires dans le troisième cycle répartie par une caisse nationale démocratiquement gérée fonctionnant avec des crédits d'état.

En ce qui concerne les résidences et les restaurants, les hommes du pouvoir prétendent les rentabiliser en en faisant passer sous contrôle privé.

Pour nous, les oeuvres doivent rester la propriété de l'université, leur tarification doit être fixée nationalement, leur gestion paritaire.

Dans les résidences, des questions qui ont trait à l'animation culturelle, sportive, à l'information syndicale et politique, à la vie même de la cité doivent être à la charge ~~des~~ d'un conseil des résidents élus au suffrage universel.

Enfin, il ne saurait être question, pour nous, de la création d'une police universitaire, ou de la remise en cause des franchises universitaires dans les campus.

Le dernier aspect de l'attaque gouvernementale concerne la mutuelle, prenant prétexte des incuries de certains administrateurs, la FNEF et les hommes du pouvoir prétendent ôter sa gestion aux étudiants.

de voir l'UNEF redevenir un grand syndicat revendicatif, démocratique , capable d'unifier la masse des étudiants dans la lutte, de prendre part au combat démocratique général, pour de profondes transformations à l'université, de créer les conditions pour unir l'action des étudiants à celle des travailleurs.